

ALORS QUE L'INSPECTEUR RÉGIONAL SUD-EST DE LA POLICE EST MIS À LA RETRAITE

Un policier se suicide et un second échappe à la mort à Ghardaïa

Les évènements de Ghardaïa prennent une tournure dramatique, mais cette fois-ci, dans les rangs de la police. Un élément de l'unité d'intervention de la ville s'est donné la mort ce vendredi, à l'aide de son arme de service. Un autre élément de la police judiciaire de Berriane a échappé à la mort en avalant de l'esprit-de-sel. L'inspecteur régional sud-est de la police a été mis à la retraite.

De notre envoyé spécial à Ghardaïa : Mehdi Mehenni

Vendredi de deuil chez la police de Ghardaïa. Au moment où la ville se préparait pour la prière hebdomadaire, un élément de l'unité d'intervention, B. M., 22 ans, et originaire de Souk Ahras, s'est donné la mort, entre midi et 13h, à l'aide de son kalachnikov, à l'intérieur de sa caserne. La thèse du suicide reste à confirmer, puisque l'enquête suit toujours son cours. «Trois de ses compagnons qui ont assisté à la sinistre

scène se sont évanouis sur le champ et sont actuellement sous le choc. Ils ont perdu l'usage de la parole et demeurent pour l'instant à l'hôpital Tirichine, de Ghardaïa, où a été transférée la dépouille de la victime.

Leur témoignage est capital pour l'enquête, car nous ne savons pas encore s'il s'agit réellement d'un suicide, d'une fausse manœuvre ou autre», confie une source policière. Un peu plus tard, vers 18h, la panique gagne la Sûreté de daïra de Berriane. Un élément du service de la police judiciaire K.O., 27 ans et origi-

naire de Aïn Defla, a avalé de l'esprit-de-sel avant de sombrer dans un coma profond puis transféré à l'hôpital Tirichine de Ghardaïa.

La cellule de communication de la Sûreté de wilaya a réfuté la thèse d'une tentative de suicide et affirme qu'il s'agit d'un simple accident. «Au lieu de boire de l'eau, il s'est trompé de bouteille et a pris de l'eau de Javel. Il a quitté l'hôpital la même soirée du vendredi et ses jours sont sans danger», soutient la même source. Une version qui ne semble pas convaincre beaucoup de gens, qui se demandent pourquoi dans ce cas, il a été transféré d'urgence de Berriane où il y a un hôpital vers celui de Ghardaïa, dans une ambulance médicalisée. D'autres sources avancent carrément une autre version : «Il a pris un fond de bouteille d'esprit-de-

sel et ses collègues ont paniqué, croyant qu'il avait avalé tout le contenu lorsqu'ils ont vu le contenant vide. Il a été transféré à l'hôpital Tirichine de Ghardaïa où il a été soumis à des soins intensifs, entre autres, un lavage gastrique. Il a quitté l'hôpital la matinée d'aujourd'hui (samedi ndlr), et il s'en est sorti avec des inflammations...». Il aurait déclaré lui-même que «c'était un accident involontaire». Il faut dire que ces incidents n'ont pas manqué de susciter une vive polémique dans la région de Ghardaïa, dont le calme revient graduellement après de rudes affrontements intercommunautaires où la police a été accusée de parti-pris avec les Chaâmbis contre les Mozabites. Des vidéos avaient, pour rappel, été publiées sur Internet et une enquête ouverte par la DGSN

avait abouti à la suspension et la traduction de trois fonctionnaires de la police devant la justice. Mais l'information qui suscite le plus d'interrogations, en ce moment, est celle liée à la mise à la retraite de l'inspecteur régional sud-est de la police, qui a été également, par le passé, chef de Sûreté de la wilaya de Ghardaïa. Des sources officielles ont confirmé l'information au *Soir d'Algérie* et assurent qu'«il s'agit d'une ordinaire mise à la retraite et qui coïncide avec ces évènements». D'autres sources indiquent que ce dernier, «avait déposé son dossier de retraite il y a bien longtemps et que ses supérieurs ont jugé utile de le garder encore pour une période». Sa mise à la retraite, à ce moment précis, n'est pas fortuite», pensent les mêmes sources.

M. M.

TROIS SYNDICATS SUR LE FRONT DE LA CONTESTATION

Deuxième semaine de grève dans l'éducation

Seconde semaine de grève dans l'éducation. L'Unpef et le Snapest reconduisent leur mouvement dès aujourd'hui. Le Cnapest appelle à un débrayage dès mardi. C'est l'impasse totale dans le secteur. Les syndicats maintiennent leurs revendications face à une tutelle qui refuse d'ouvrir le débat sur le statut particulier.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Ils seront encore nombreux les écoliers à devoir rebrousser chemin ce matin. Les enseignants affiliés à l'Unpef poursuivent leur mouvement de grève entamé dimanche dernier dans les trois paliers de l'éducation.

Ceux du Snapest, quant à eux, reprendront dès demain en attendant que le palier du secondaire soit totalement paralysé avec le début du débrayage des professeurs affiliés au Cnapest. Décidés à faire pression sur le ministère de l'Éducation pour l'ouverture des négociations autour de leurs plateformes respectives qui s'articulent néanmoins autour de plusieurs

revendications communes. Le rattrapage de ce que les syndicats qualifient d'injustices contenues dans le statut particulier arrive en tête des revendications. La réponse du département de Baba Ahmed est à ce sujet toujours la même : pas question de réviser un statut entré en vigueur il y a tout juste deux années. Un argument balayé du revers de la main par les syndicats.

Pour l'Unpef, le ministère de l'Éducation en adoptant cette attitude, tente de «cacher la forêt derrière un arbre». Le syndicat qui se dit attaché à cette revendication rappelle que le ministère a la latitude d'ouvrir le débat sur d'autres revendications jugées

«urgentes», notamment, celles ayant fait l'objet de procès-verbaux et d'engagements de la part de la tutelle qui est accusée par le syndicat de ne pas tenir aujourd'hui ses promesses car ayant été dans l'incapacité de plaider la cause du personnel du secteur auprès de la Fonction publique et du gouvernement en général.

L'Unpef fait allusion à la régularisation des enseignants du primaire et du moyen et leur alignement en tant qu'enseignant principal ou formateur dans le cadre de la convention signée entre les ministères se l'Éducation et celui de l'Enseignement supérieur.

L'Unpef considère également que la valorisation des années d'expérience des enseignants du primaire est un droit inaliénable. Un droit que l'Unpef revendique pour les autres corps faisant également face à la même injustice comme les laborantins, les corps communs ou les intendants.

Réagissant aux directives du ministère de l'Éducation, ordonnant aux directeurs d'établissements de garder les élèves dans les établissements scolaires même si leurs enseignants sont en grève, l'Unpef rappelle que la loi est claire et que la grève mettait fin à la relation de travail et que de ce fait, les enseignants ne peuvent être tenus pour responsables des enfants. Face à cette impasse, le syndicat de Sadek Dziri appelle ses adhérents à observer des sit-in devant les directions de l'éducation demain matin. L'Unpef ne sera pas seule sur le terrain de la contestation. Dès demain, le Snapest reprend son débrayage qui durera trois jours. Son bureau national a en effet décidé de reconduire le mouvement de grève. Son coordonateur s'insurge contre l'attitude de la tutelle qui, une fois de plus, fait peser la menace des punctions sur salaires sur les grévistes et tente de les obliger à garder les

élèves à l'intérieur des établissements scolaires au moment où les cours sont à l'arrêt. Pour Meziane Meriane, les arguments développés par la tutelle pour ne pas ouvrir le dossier du statut particulier sont fallacieux puisque ce texte, considère Meriane, est truffé d'injustices qui doivent être levées. Même constat du côté du Cnapest qui, après avoir suspendu sa grève en octobre dernier, renoue avec la contestation. Le syndicat de Larbi Nouar est arrivé à la même conclusion que les autres syndicats autonomes. Il appelle à la réouverture des négociations sur le statut mais cette fois-ci en présence des syndicats et de la Fonction publique afin que les représentants des travailleurs du secteur de l'éducation puissent défendre leurs positions. Des propositions auxquelles le département de Baba Ahmed reste insensible pour le moment.

N. I.

ILS CONTESTENT LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION

Les gérants des auto-écoles menacent

Les auto-écoles ont jusqu'au 14 mars prochain pour appliquer le décret exécutif 110/02, les obligeant à recruter un gestionnaire titulaire d'une licence. Les contrevenants risquent une fermeture définitive. La décision de l'Union nationale des auto-écoles est catégorique : il est hors de question que ce décret soit appliqué. Ils menacent de déclencher des mouvements de protestations si la tutelle ne revient pas sur sa décision.

Salima Akkouché – Alger (Le Soir) – Le délai de deux ans, accordé par les pouvoirs publics aux auto-écoles pour se soumettre à la nouvelle réglementation gérant la profession, arrivera à expiration le 14 mars prochain.

Dépassé ce délai, toute auto-école qui n'est pas gérée par un titulaire de licence et ne disposant pas d'un compte bancaire allant de 500 000 dinars à un million de dinars sera fermée. Or, l'Union nationale des auto-écoles qui a tenu son Conseil national, hier, a pris sa décision.

Le décret 110/02 publié sur le journal officiel en mars 2012 est rejeté. «Le secteur souffre de problèmes sérieux sur lesquels nous devons nous pencher comme la formation, le nombre insuffisant des examinateurs et le manque de circuits» a expliqué M. Aoudia, président de l'Union nationale des auto-écoles.

A la majorité, les adhérents venus des 33 wilayas ont donné leur accord pour tenir tête aux pouvoirs publics. M. Aoudia a rappelé que l'Union des auto-

écoles n'a jamais cessé de solliciter les pouvoirs publics pendant ces années pour geler cette décision «inadaptable

pour la profession». En vain. A 45 jours de l'échéancier, les concernés montent au créneau pour imposer leur dictat. «Il est hors de question que nous appliquions cette décision, la tutelle doit revenir sur cette décision.

Un gérant n'a pas besoin d'avoir une licence, il est formateur, ce diplôme par contre doit être exigé pour les examinateurs a qui, l'on demande actuellement un bac plus 2», a indiqué

le porte-parole des auto-écoles. Et de souligner qu'un courrier sera transmis «au président de la République, au Premier ministre, au ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales ainsi qu'au ministre des Transports pour leur expliquer les raisons du refus de ce décret». D'ici le 14 mars, avertit M. Aoudia, si aucune suite n'est donnée à cette revendication, l'Union nationale des auto-écoles qui appelle

au dialogue menace de recourir à la protestation. «Si nous ne recevons aucune suite, nous convoquerons le Conseil national en session extraordinaire et c'est lui qui décidera des moyens et des actions à suivre», a indiqué le président de l'Union nationale des auto-écoles qui a souligné que sur les 7 600 écoles existantes, 99% ne disposent pas d'un gérant licencié.

S. A.

VISITE DE MEHDI JOMAA EN ALGÉRIE

L'axe Alger-Tunis se dessine

Trois jours à peine après l'aval de son cabinet par l'Assemblée constituante, le chef du gouvernement tunisien, Mehdi Jomaa, se précipite à Alger, accédant à l'invitation de son homologue algérien Abdelmalek Sellal. Mehdi Jomaa est arrivé hier en début de soirée.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Vendredi, dans une déclaration à l'agence APS, le chef du gouvernement tunisien a affirmé qu'il a choisi la destination Algérie pour son premier voyage à l'étranger en raison du soutien continu que l'Algérie a apporté à son pays durant notamment la dure épreuve de la transition politique. «Plus que des relations de voisinage, les liens entre les deux pays sont basés sur une histoire et un destin communs», a-t-il déclaré. Le chef du gouvernement tuni-

sien, qui a fait du rétablissement de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme l'une des priorités de l'action de son gouvernement, a salué «la coordination sécuritaire judicieuse» entre l'Algérie et la Tunisie. Mehdi Jomaa a également fait part du besoin de renforcer la coopération économique entre les deux pays. La Tunisie, qui sort d'une difficile transition politique, est confrontée à de sérieuses difficultés économiques. Le tourisme, principale ressource génératrice de devises, a été touché de plein

fouet par les retombées de la révolution du Jasmin. La visite en Algérie du chef du gouvernement tunisien, signe d'une parfaite entente entre les deux voisins, intervient à un moment où la relation entre l'Algérie et le Maroc s'est détériorée un peu plus, suite aux échanges peu diplomatiques de ces derniers jours au sujet de «l'affaire» des ressortissants syriens.

Une polémique qui a valu à l'ambassadeur du Maroc à Alger d'être convoqué au ministère algérien des Affaires étrangères. Farouk Ksentini est même allé jusqu'à appeler à la rupture des relations diplomatiques. Au niveau régional, la visite de Jomaa dessine clairement un axe Alger-Tunis. Une perspective réalisable, à présent

que la Tunisie s'est débarrassée du gouvernement islamiste et qu'elle s'est donnée une Constitution des plus avancées du Maghreb. Le chef du gouvernement tunisien aura deux entretiens avec son homologue algérien Abdelmalek Sellal.

Des entretiens qui porteront essentiellement sur le renforcement de la coopération bilatérale. Il sera également question de la coordination autour des questions régionales et internationales. Durant son séjour, Mohamed Jomaa se rendra au Sanctuaire des martyrs et visitera le complexe industriel SNVI à Rouiba. Le programme officiel de la visite ne mentionne pas d'audience chez le président Bouteflika.

S. A. I.